

Unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 08/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SMICTOM Centre Ouest (Gaël)**

5 ter rue de Gaël  
35290 Saint-Méen-Le-Grand

Références : UD35/2025-475  
Code AIOT : 0005515907

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement SMICTOM Centre Ouest (Gaël) implanté Point Clos Centre de stockage de déchets 35290 Gaël. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et de l'ouverture de l'alvéole n°7 du nouveau casier n°2. Elle fait suite au porter à connaissance reçu en mai 2025 incluant les études dédiées à l'ouverture de cette l'alvéole, ainsi qu'au dossier de réception de travaux correspondant reçu le 07/11/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMICTOM Centre Ouest (Gaël)
- Point Clos Centre de stockage de déchets 35290 Gaël
- Code AIOT : 0005515907
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Il s'agit d'une installation de stockage de déchets non dangereux.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	ouverture casier 2 alvéole 7	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Art.20	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	drainage des lixiviats	AP Complémentaire du 23/07/2025, article Art. 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	admission des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Art. 1	Demande d'action corrective	3 mois
7	registre national des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R541-43	Demande d'action corrective	1 mois
8	détection de la radioactivité	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Art. 31	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	eaux de sub-surface	AP Complémentaire du 23/07/2025, article Art. 2	Sans objet
4	admission des déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Art. 28	Sans objet
5	admission des déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Art. 30	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle in situ concernant l'ouverture de l'alvéole n°7 du nouveau casier n°2 n'appelle pas de remarque particulière. Toutefois, une lecture plus précise du dossier de réception de travaux amène l'Inspection à demander des justificatifs à l'exploitant afin de statuer, dans un nouveau rapport, sur l'ouverture de ce nouveau casier.

Concernant le contrôle dédié aux thématiques en lien avec l'admission des déchets, l'Inspection demande à l'exploitant de modifier son registre des déchets ainsi que son organisation en cas de détection de radioactivité, ceci afin de se conformer à la réglementation applicable.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : ouverture casier 2 alvéole 7

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Art.20
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, ouverture d'alvéole
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] II. Avant tout dépôt de déchets, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées. Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).  III. Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications Précitées. [...]
<b>Constats :</b>  Le SMICTOM Centre Ouest a transmis à l'Inspection un dossier de réception de travaux réalisé par un organisme tiers indépendant en ce qui concerne l'ouverture du casier n°2 et l'aménagement de l'alvéole n°7 de son installation de stockage de déchets non dangereux. Le dossier a été transmis à l'Inspection quelques jours avant sa visite, la date ayant été programmée en amont et d'un commun accord. De fait, l'Inspection s'est déplacée sur site sans avoir pu effectuer une analyse suffisante des 600 pages du dossier. Le maître d'œuvre de cet aménagement est la société GINGER BURGEAP. L'admission des déchets dans ce nouveau casier est prévu pour fin 2026. L'Inspection a réalisé cette visite afin de vérifier la fiabilité du dossier vis-à-vis des travaux engagés par l'exploitant, conformément au porter à connaissance envoyé par le SMICTOM CO en mai 2025 incluant les études correspondantes.          La visite a porté sur l'aménagement de l'alvéole n°7 du casier n°2, afin de vérifier les points suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• présence de la géomembrane</li><li>• présence du géotextile de protection de la géomembrane</li><li>• présence de points d'ancrage</li></ul>

- emplacement du puisard au point bas.

Les constats réalisés in situ n'appellent pas de remarques mais l'examen du dossier réalisé à posteriori nécessite quelques précisions concernant les points ci-dessous.

- page 644 du dossier, concernant la mise en place de la géogrille :

le contrôle externe indique que « L'ancrage n'est plus visible car la tranchée a été refermée et compactée, néanmoins sur les 16 lés posés, 3 respectent une tête d'ancrage de 1 m de large. La plupart des mesures donnent entre 0,7 et 0,8 m avec un lé à 0,55 et un autre à 0,6 m. Non conforme. » La réponse du contrôle interne à cette remarque n'apporte pas une explication concrète pour justifier de cette non-conformité. Des justificatifs sont attendus pour expliciter ce qui a été réalisé.

- page 645 du dossier, concernant la mise en place de la géogrille :

le contrôle externe indique qu'« une nappe de géogrille manquait en talus. Lors de la visite du 25 juillet, nous avons constaté qu'elle avait bien été mise en place mais l'ancrage n'était pas réalisé ». Aucune suite n'est donnée à cette remarque du contrôle extérieur. Des justificatifs sont attendus pour expliciter ce qui a été réalisé.

- page 650 du dossier, concernant la mise en place de la geomembrane :

le contrôle externe indique « Lors de notre intervention, l'entreprise SGI termine la soudure de raccordement du talus sud. Les lés de geomembrane du fond sont soudés mais les contrôles internes ne sont pas réalisés. » Aucune suite n'est donnée à cette remarque du contrôle extérieur. Des justificatifs sont attendus pour expliciter ce qui a été réalisé.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection demande à l'exploitant d'apporter les justificatifs nécessaires pour lever les doutes qui subsistent dans le dossier de réception de travaux, concernant :

- > la mise en place de la géogrille (pages 644 et 645 du dossier de réception de travaux)
- > la mise en place de la geomembrane (page 650 du dossier de réception de travaux)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/07/2025, article Art. 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, écoulement des eaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] un réseau de drainage est créé au droit du casier 2. Celui-ci est constitué d'un ensemble de drains possédant un écartement de l'ordre de 8m entre eux. Ceci permet de garantir la mise hors d'eau de la barrière de sécurité passive et donc d'éviter la remontée des eaux sous les casiers et les sous-pressions.</p> <p>Ce réseau de drainage étant raccordé au collecteur existant : l'exploitant s'assure, avant la réalisation des travaux et la mise en œuvre opérationnelle du casier 2, que les bassins récepteurs sont dimensionnés en conséquence. Il en tient les justificatifs à disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dossier de réception de travaux n'appelle pas de remarques particulières quant à la réalisation du réseau de drainage des eaux de sub-surface de cette alvéole.</p> <p>L'exploitant rappelle que ce réseau est raccordé au réseau existant pour les autres casiers et qu'un complément de 900 m<sup>3</sup> a été réalisé en conformité avec le porter à connaissance envoyé à l'Inspection en 2023.</p> <p>Ce dimensionnement du réseau global est considéré comme suffisant pour fonctionner jusqu'à la fin de l'exploitation de l'ISDND.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : drainage des lixiviats

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/07/2025, article Art. 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, équivalence du drainage en fond d'alvéole
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] un système de drainage des lixiviats équivalent à celui défini dans l'article 9 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 est utilisé au fond des alvéoles 7,8 et 9 du casier 2.</p> <p>Ce système est constitué comme suit, du haut vers le bas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 0,3m de matériaux drainants de perméabilité <math>\geq 1.10^{-4}</math> m/s</li> <li>- un géocomposite de drainage (GCD)</li> </ul> <p>Le GCD utilisé dispose d'une capacité de débit brute minimale de 105,56 l/h/m ; mesurée selon la norme NF EN ISO 958 entre plaque mousse/mousse, sous 200 kPa et pour des gradients hydrauliques appropriés.</p> <p>En phase de travaux, l'exploitant tient à disposition de l'Inspection des installations classées une note de calcul prenant en compte les facteurs spécifiques du produit mis en œuvre. Ceci justifie l'équivalence de drainage entre la solution réglementaire et la solution incluant ce GCD.</p>

Le système de drainage équivalent (matériau drainant + GCD) est installé en respectant le dimensionnement et les recommandations de mise en œuvre définis dans les études constituant le dossier de porter à connaissance présenté par l'exploitant en date du 7 mai 2025.

#### **Constats :**

Le système de drainage des lixiviats a été réalisé selon les études portées à connaissance de l'Inspection en mai 2025.

Une note technique présentant les caractéristiques du GCD est fournie en annexe du dossier de réception de travaux (page 104 de l'annexe n°5). La note de calcul d'équivalence a été présentée dans le porter à connaissance de mai 2025.

Le système de drainage équivalent a bien été mis en œuvre selon les études constituant le dossier de porter à connaissance présenté par l'exploitant en date du 7 mai 2025 mais des questions subsistent toutefois.

Ces demandes de précisions sont listées ci-dessous.

- page 654 du dossier, concernant la mise en place de la couche drainante :  
le contrôle externe indique « Nous avons insisté auprès de l'entreprise SGI pour que les recouvrements et « soudures » du géodrain en extrémités de lés (perpendiculaires à la pente) soient sécurisés compte tenu de la pente inhabituellement élevée de ce fond d'alvéole (risque de mise en traction lors de la mise en place du drainant). Nous attirons l'attention sur la nécessité d'être prudent à la mise en place de la couche drainante compte tenu de cette pente. Il nous semble préférable de démarrer la mise en place à partir du bas de l'alvéole. » Aucune suite n'est donnée à cette remarque du contrôle extérieur. Des justificatifs sont attendus pour s'assurer que la réalisation a bien été effectuée conformément à cette recommandation.

- page 662, concernant le matériau de drainage des lixiviats : les mesures de  $\text{CaCO}_3$  et  $\text{SiO}_2$  n'ont pas été réalisées pour l'échantillon n°C5280001 correspondant au matériau mis en place au fond de l'alvéole n°7 alors que des valeurs seuils sont bien définies dans le CCATP. Les annexes concernant cet échantillon n'apportent pas plus d'informations sur la réalisation de ces mesures. Des justificatifs sont attendus pour expliciter ce qui a été réalisé.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection demande à l'exploitant d'apporter les justificatifs nécessaires pour lever les doutes qui subsistent dans le dossier de réception de travaux, concernant :

- > la mise en place de la couche drainante (page 654 du dossier de réception de travaux)
- > le matériau de drainage des lixiviats (page 662 du dossier de réception de travaux)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**N° 4 : admission des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Art. 28

**Thème(s) :** Risques chroniques, Information préalable

**Prescription contrôlée :**

Les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les matériaux non dangereux de même nature provenant d'autres origines sont soumis à la seule procédure d'information préalable définie au présent article ainsi qu'à la « transmission des documents définis au troisième alinéa de » à l'article précédent.

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet.

Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant.

L'information préalable contient les éléments nécessaires à la caractérisation de base définie au point 1 de l'annexe III. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, dans ce recueil les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un déchet.

**Constats :**

Le SMICTOM Centre Ouest assure le traitement des déchets d'ordures ménagères (OM) qu'il collecte sur un territoire d'environ 103 000 habitants. Une partie de ces déchets fait l'objet d'une valorisation suite à son passage dans l'unité de valorisation des ordures ménagères.

L'exploitation de l'ISDND est sous-traitée à l'entreprise THEAUD sur la base d'un marché public.

Les déchets stockés dans l'ISDND sont constitués de 2 types :

- les refus de l'unité de valorisation des ordures ménagères (déchets non valorisables),
- les déchets de type "encombrants" provenant des déchetteries exploitées par le SMICTOM CO.

Ces 2 flux de déchets font l'objet d'une information préalable mise à jour annuellement.

Les fiches d'information préalables présentées n'appellent pas de remarques particulières. Toutefois, l'exploitant doit s'assurer que celles-ci contiennent bien les éléments définis au point



n°1 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 applicable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : admission des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Art. 30
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, contrôle de l'admission
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec l'article 28 ou d'un certificat d'acceptation préalable en conformité avec l'article 29 en cours de validité ;</li> <li>- vérifie, le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;</li> <li>- réalise une pesée ;</li> <li>- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement. Pour certains déchets, ces contrôles sont pratiqués sur la zone d'exploitation préalablement à la mise en place des déchets, selon les modalités définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li> <li>- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.</li> </ul> <p>II. Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière d'élimination.</p> <p>Pour les déchets stockés par un producteur de déchets dans une installation de stockage dont il est l'exploitant et dans la mesure où il dispose d'une procédure interne de gestion de la qualité dans la gestion de ses déchets, cette vérification peut s'effectuer au point de départ des déchets et les documents requis peuvent ne pas être exigés.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place un fonctionnement permettant d'appliquer les prescriptions demandées.</p> <p>Chaque camion dispose d'un badge spécifique associé à sa plaque d'immatriculation, ce qui permet l'identification du déchet et son orientation vers le bon exutoire du site. Une double pesée a lieu à l'arrivée et au départ pour obtenir la masse de déchets stockés. S'il s'agit de refus de l'unité de valorisation organique, le camion passe également sur le pont bascule. Un contrôle visuel de la qualité du déchets a lieu lors du compactage et lors du déchargement à la pelle. Un contrôle de la radioactivité a lieu lors de la pesée initiale du chargement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : admission des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Art. 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, registre entrant
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :  - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;  b) Concernant la dénomination, nature et quantité :  - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; (...) - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;  c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; (...)- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;  d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :  - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; (...)
<b>Constats :</b>  Le système automatisé mis en place pour garantir une traçabilité et identification des différentes

<p>arrivées/départs du site permet de constituer en temps réel un registre des déchets admis sur site. De fait, l'exploitant a pu présenter un registre d'admission des déchets à jour.</p> <p>Les informations contenues dans le registre des admissions présenté ne répond que partiellement aux obligations demandées dans l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, notamment, le numéro de récépissé du transporteur n'est pas repris.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de compléter le registre des déchets conformément aux obligations demandées dans l'arrêté du 31 mai 2021.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 7 : registre national des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R541-43</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, registre dématérialisé</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué avoir procédé à la déclaration dans le registre dématérialisé en début d'année pour l'année 2024.</p> <p>Suite à une modification de l'application de déclaration du registre, la déclaration a dorénavant lieu via l'application Trackdéchets. La période de tolérance du fait du changement de</p>

l'application de déclaration est maintenant terminée les données doivent être régulièrement importées dans le registre dématérialisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit procéder au rattrapage de la déclaration du registre entrant (et sortant) des déchets relatifs à l'installation de stockage dans le registre dématérialisé via l'application RNDTS. Pour mémoire, les données déclarées doivent remonter jusqu'au 1er janvier 2022. Il est rappelé que le registre dématérialisé des déchets doit être complété régulièrement conformément à ce qui est prévu dans le code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : détection de la radioactivité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Art. 31
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, procédure radioactivité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit une procédure « détection de radioactivité » relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du dispositif de détection [...] . La procédure visée à l'alinéa précédent mentionne notamment : - les mesures de radioprotection en termes d'organisation, de moyens et de méthodes à mettre en oeuvre en cas de déclenchement du dispositif de détection ; - les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone des secours extérieurs et de l'organisme compétant en radioprotection devant intervenir ; - les dispositions prévues pour l'entreposage des déchets dans l'attente de leur gestion. Toute détection fait l'objet d'une recherche sur l'identité du producteur et d'une information immédiate de l'inspection des installations classées. Le chargement ayant provoqué le déclenchement du dispositif de contrôle de la radioactivité reste sur le site tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection (CMIR, IRSN, organismes agréés par l'ASN) n'est pas intervenue pour séparer le(s) déchet(s) à l'origine de l'anomalie radioactive du reste du chargement. Une fois le(s) déchet(s) incriminé(s) retiré(s) du chargement, le reste du chargement peut poursuivre son circuit de gestion classique après un dernier contrôle. Tant que l'équipe spécialisée en radioprotection n'est pas intervenue, l'exploitant isole le chargement sur l'aire mentionnée à l'article 16-IV en mettant en place un périmètre de sécurité correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 Sv/h. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de déclenchement du portique de détection de la radioactivité depuis plusieurs années. Le portique fait l'objet d'un contrôle annuel, l'exploitant indique que le dernier contrôle a eu lieu en septembre.  La procédure actuellement applicable en cas de déclenchement du détecteur de radioactivité au niveau du portique d'entrée ne répond pas à l'organisation demandée dans la prescription

<p>réglementaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'Inspection des installations classées n'est pas prévenue immédiatement ;</li> <li>- le périmètre de sécurité est établi sur la base d'un débit d'équivalent de dose de 1 mSv/h au lieu de 0,5 Sv/h ;</li> <li>- l'exploitant n'a pas su faire fonctionner l'appareil permettant de dessiner le périmètre de sécurité à 0,5 mSv/h lors du contrôle.</li> </ul> <p>Afin de compléter sa procédure, l'exploitant peut s'appuyer sur la circulaire du 30/07/03 relative <i>aux procédures à suivre en cas de déclenchement de portique de détection de radioactivité sur les centres d'enfouissement technique, les centres de traitement par incinération, les sites de récupération de ferrailles et les fonderies.</i></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre une organisation claire et exhaustive qui permettent d'appliquer les dispositions réglementaires mentionnées dans cette prescription.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>